
Dénigrement d'Etat des migrants en Pologne

Varsovie soutient qu'un quart des personnes arrêtées à la frontière seraient liées à des activités terroristes, pédophiles ou zoophiles

VARSOVIE - correspondance

Est-il possible qu'un quart des migrants arrêtés et contrôlés à la frontière entre la Pologne et la Biélorussie se soient livrés à des activités criminelles ou aient des liens avec des organisations terroristes? Ce chiffre incite au scepticisme, mais c'est celui avancé, le 27 septembre, par les ministres de l'intérieur et de la défense polonais, Mariusz Kaminski et Mariusz Blaszczak, lors d'une conférence de presse qui a suscité un immense tollé chez les défenseurs des droits de l'homme et a été décriée comme un pas supplémentaire vers la déshumanisation des migrants par le gouvernement national conservateur du PiS (Droit et justice).

Dans le contexte de la crise migratoire, déclenchée en août par le régime d'Alexandre Loukachenko, ce « nouveau pas » est la présentation devant les médias à Varsovie de documents à caractère pédophile et zoophile prétendument retrouvés sur des téléphones portables et des cartes mémoire de personnes arrêtées à la frontière. Ces photographies ont été abondamment relayées par la presse gouvernementale et par le journal télévisé de la principale chaîne d'information publique. « *Le politiquement correct nous dicterait de ne pas parler de ces choses, mais la sécurité de notre patrie passe avant tout* », a insisté Mariusz Blaszczak.

Les deux ministres ont dévoilé de nombreux documents et images censés prouver la dangerosité des personnes arrêtées: photographies de décapitation et de réunions de groupes terroristes, des entraînements militaires et personnes en uniformes, des consommateurs de drogue et de faux documents. « *De nombreuses personnes contrôlées sympathisent avec des groupes terroristes, dont les talibans et le Jihad islamique palestinien. Vingt pour cent ont un lien de longue date avec l'Etat russe* », a précisé M. Kaminski.

D'après le ministre, 9 400 tentatives illégales de passage ont été enregistrées à la frontière depuis le mois d'août: 8 200 d'entre elles ont été repoussées et 1 200 personnes ont été arrêtées et placées en centre de détention.

Deux cents personnes ont été « *scrupuleusement vérifiées* » par les services de renseignement polonais. D'après M. Kaminski, « *une personne sur quatre présente des liens dangereux, [se livre à] des pratiques illégales. Une personne sur dix présente un lien avec une organisation terroriste ou des groupes criminels* ».

Pour de nombreux observateurs, la véracité des documents présentés pose question. Des individus potentiellement dangereux ne feraient-ils pas preuve de davantage de prudence, alors que les appareils électroniques font systématiquement l'objet de contrôle à la frontière? La qualité de certains documents accroît par ailleurs les doutes. Selon le site d'investigation OKO.press, la photographie à caractère zoophile proviendrait d'une capture d'écran d'une vidéo circulant de longue date sur Internet.

Prolonger l'état d'urgence

« *Ces photographies ne constituent en rien des preuves, et n'auraient jamais dû être rendues publiques*, remarque le député socialiste Wieslaw Szczepanski, président de la commission parlementaire des affaires intérieures. *Je ne veux soupçonner personne. C'est peut-être une fausse information. On ne sait pas.* »

Le ministre Kaminski a également parlé d'une « *série de provocations* » à la frontière de la part de « *fonctionnaires biélorusses en uniforme* »: mises en joue de gardes-frontières polonais, tirs à blanc, jets de pétards et « *simulation de jet de grenade* ». Mais, remarque Wieslaw Szczepanski, le ministre n'a apporté aucune preuve de ces provocations.

Selon M. Szczepanski, l'objectif de l'opération vise avant tout à convaincre la population et les députés de prolonger l'état d'urgence dans la zone frontalière, en vigueur depuis le 2 septembre, et en vertu duquel ni les journalistes ni les organisations non gouvernementales ne peuvent se rendre sur zone. Depuis le début de la crise migratoire, le PiS est passé de 30 % à 34 % des intentions de vote, dix points devant le principal parti d'opposition. ■

JAKUB IWANIUK